

*L'Adresse—M. Axworthy*

Les possibilités de faire travailler ce capital dans l'ouest du Canada sont considérables. Cela fait frémir de penser que nous avons laissé dormir cet argent pendant si longtemps alors que nous aurions pu l'employer pour améliorer les transports, pour moderniser et électrifier les réseaux de transport dans l'Ouest servant à acheminer le grain jusqu'aux ports et pour améliorer la productivité de nos ressources céréalières qui elles seront toujours là le jour ou le pétrole sera épuisé. Pourtant, nous laissons dormir des sommes d'argent énormes, tout simplement parce que nous ne sommes pas prêts à nous entendre sur les modalités d'un partage et d'une distribution équitables.

M. Lougheed a dit que la création d'une banque des richesses ne l'intéressait pas et qu'il n'était pas prêt à participer à des négociations sur une telle question. Pourtant, nous avons besoin de ces moyens financiers pour accroître, développer et faire prospérer d'autres ressources dans l'ouest de notre pays. Je veux parler de l'énergie hydraulique, de l'irrigation qui peuvent rendre ces ressources profitables à tous les Canadiens. Ce n'est pas à coup de tergiversations comme c'est le cas actuellement que nous y parviendrons. Il faut que quelqu'un prenne l'initiative d'une telle action et parle pour tout le pays. Il faut faire primer l'intérêt national parce que c'est la meilleure solution pour les gens de l'Ouest.

Nous entendons souvent répéter une question intéressante semblable à celle que beaucoup de mes collègues entendaient au début des années soixante quand on leur demandait: «Que veut le Québec?». Beaucoup de Canadiens de l'Est et du Centre du pays se demandent maintenant: «Que veulent les Canadiens de l'Ouest?». Trop souvent malheureusement, la réponse qui nous parvient est teintée de l'esprit de clocher et du provincialisme dont font preuve les premiers ministres provinciaux. Ils marmonnent des réponses où il est question de protection. Ils se roulent en boule pour protéger ce qui leur appartient. Ces questions ne suscitent cependant pas une attitude monolithique dans l'Ouest du Canada. L'attitude des premiers ministres provinciaux ne reflète pas l'opinion de tous les Canadiens de l'Ouest. On observe dans l'Ouest une tradition de réforme, de souci de l'intérêt national, comme en témoignent les activités de premiers ministres libéraux comme T. C. Norris au Manitoba et les écrits de John D'afoe qui reflètent un sens aigu non seulement de l'intérêt national, mais aussi de l'intérêt international. Ils n'avaient pas un esprit étroit aux valeurs mesquines. Ils ne se refermaient pas sur eux-mêmes. Ils ne s'abandonnaient pas à une forme de narcissisme régional où l'on se complaît à admirer son image et à clamer ce qui est bon pour soi. Ils savaient comment la force et les ressources des régions pouvaient profiter au pays tout entier.

Le premier ministre nous dit qu'il ne faut pas avoir peur de donner trop de pouvoirs aux régions. Personne n'a cette peur. Mais le premier ministre, amateur occasionnel d'histoire, devrait savoir qu'il faut un certain équilibre entre les régions et le centre, et que le centre s'effondre si le pendule va trop loin. C'est cette phase que nous traversons en ce moment. Nous sommes le seul pays fédéral au monde qui ait laissé ses régions et ses provinces devenir aussi décentralisées, aussi puissantes. Il est temps de rétablir l'équilibre, de commencer à faire sentir que seul un gouvernement national parlant au nom de l'ensem-

ble du pays peut amener la totalité de l'énergie et des ressources à travailler au profit du tout.

Les limites provinciales sont trop étroites pour les grandes tâches que le pays a à accomplir. On ne peut pas demander à des premiers ministres provinciaux, même s'ils désirent sincèrement travailler à l'intérêt commun, d'élargir leur vision. Ils sont élus par les provinces. Même avec la plus grande hauteur de vues, on ne peut leur demander de se mettre à la place de la troisième ou de la quatrième province à leur gauche ou à leur droite. C'est pour cette raison que nous avons un gouvernement national.

Quand on démantèle l'édifice fédéral pour en faire largesse morceau par morceau, quand après une rencontre de 40 minutes, on sort les mains dans les poches en disant: «Maintenant que nous venons d'abandonner les ressources côtières, qu'est-ce que nous pourrions bien donner?», on ne fait que rendre l'État fédéral moins apte à parler pour l'ensemble du pays.

Il y aura dans cette Chambre au moins un député de l'Ouest qui ne parlera pas le langage du chauvinisme et du provincialisme, qui s'élèvera au niveau de l'intérêt national pour parler au nom de ceux qui, dans l'Ouest, voient les choses d'un autre œil que ceux d'en face qui viennent de l'Ouest.

En terminant, permettez-moi de rappeler à la Chambre les mots d'un autre bon libéral, John Stuart Mill, qui disait qu'on a beaucoup plus à craindre des points faibles de ses ennemis que de leurs points forts. L'opposition, disait-il, a pour devoir de relever ces points faibles, pour le bien du pays. Nous le ferons avec joie même si, à en juger par ce que nous avons vu jusqu'ici, cela risque d'être une tâche gigantesque. Je prie la Chambre de croire que nous serons à la hauteur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Duncan M. Beattie (Hamilton Mountain):** Monsieur l'Orateur, je veux tout d'abord dire à quel point je suis heureux de me retrouver ici, dans cette enceinte où je me sens chez moi.

Je veux tout d'abord vous féliciter de votre nomination aux fonctions d'orateur adjoint et de président des comités pléniers. Je félicite également le député d'Érié (M. Fretz) et le député de Cardigan (M. MacDonald) de leurs excellents discours dans le cadre du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône.

C'est une grande chance pour moi de pouvoir représenter la circonscription de Hamilton Mountain, puisque je n'ai obtenu que 42 p. 100 du vote populaire. Je m'engage néanmoins devant la Chambre et devant les électeurs de Hamilton Mountain à m'acquitter honnêtement de mes fonctions et à faire tout en mon pouvoir pour servir le Canada en général et ma circonscription en particulier.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, il ne s'agit pas là d'une expérience nouvelle pour moi. J'ai déjà siégé ici durant la vingt-neuvième législature. Cette fois-ci, cependant, je siège du bon côté de la Chambre si bien qu'à cet égard, je peux quand même dire qu'il s'agit pour moi d'une expérience nouvelle.

Je suppose qu'on pourrait qualifier Hamilton Mountain dans le jargon politique, de circonscription fluctuante mais je ne vois pas pourquoi cela devrait m'empêcher de bien m'acquitter de ma tâche. Bien au contraire, cela nous rend tous d'autant plus conscients de l'état d'esprit de la population de nos circonscriptions et des Canadiens en général.